Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 118 (1973)
Heft: 3

Artikel: La sécurité de l'Europe libre dans son cadre géopolitique et géostratégique du moment

Autor: Schneider, Fernand-Thiébaut

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-348535

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 10.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

118e année No 3 - Mars 1973

Revue militaire suisse

Fondée en 1856 – Paraît tous les mois

Rédacteur en chef: Lieutenant-colonel EMG **M.-H. Montfort**

Administrateur: Major E. Juvet

Administration et édition:

Association de la Revue militaire suisse, 39, av. de la Gare, 1003 Lausanne, tél. (021) 20 31 51. Chèques post. 10-5209 – **Impression et expédition:** Imprimeries Réunies S.A., 33, avenue de la Gare, Lausanne – **Annonces:** Permédia, département de Publicitas S.A. pour la presse périodique, 9-11, rue du Prince, 1211 Genève 3.

Permedia - 6002 Lucerne Hirschmattstrasse, 36 Tél. (041) 23 66 66

TARIF DES ABONNEMENTS:			
	Suisse	1 an: Fr. 26.—	Prix du numéro
	Etranger	1 an: Fr. 32.—	Fr. 3.—

Les abonnements partent du 1er janvier et continuent jusqu'à révocation écrite.
Une durée intermédiaire n'est acceptée que l'année de souscription.

La sécurité de l'Europe libre dans son cadre géopolitique et géostratégique du moment

Une mutation profonde vient d'intervenir dans le monde d'hier, dominé par l'opposition Est-Ouest et la solidarité des deux Grands. Les voyages du président Nixon à Pékin et à Moscou ont marqué la fin de « l'ordre de Yalta ».

Un univers nouveau naît sous nos yeux. Il intéresse au plus haut point non seulement nos patries nationales, mais aussi une certaine Europe institutionnelle en gestation, qui importe à notre destin.

A ce tournant de l'histoire, il peut être salutaire de s'interroger sur l'évolution intervenue, de tenter d'évaluer les chances des cinq potentiels piliers de la future « pentarchie » chère au Dr Kissinger, conseiller privilégié du président américain.

Ce tour d'horizon nous permettra de former une appréciation finale sur la sécurité — dans le nouveau monde en devenir — des pays engagés ou neutres de notre continent.

I. L'ÉVOLUTION DES DEUX SUPERPUISSANCES

L'Amérique d'après Pékin

Le voyage du président Nixon à Pékin, après l'admission de la Chine rouge aux Nations Unies, marque un tournant dans la politique américaine.

Une mutation est intervenue ici, définie par le chef d'Etat des USA lui-même en ces termes: « Nos alliances n'ont désormais plus comme objectif premier d'endiguer l'Union soviétique et la Chine derrière un bouclier américain. Elles visent plutôt à créer avec ces puissances une paix stable. »

Certes, Washington traitait parfois, avant le changement intervenu, avec la seule Russie, sur un pied d'égalité, des questions mondiales que les super-Etats entendaient bien régler à deux. Car on ne discute vraiment qu'entre égaux. Et ces entretiens, produit des relations « ami-ennemi » entre l'URSS et les Etats-Unis, avaient dominé l'opposition Est-Ouest. Ils avaient abouti à cette « dyarchie des deux Grands » qui a largement dicté sa loi au monde récent.

Et c'est cela que la nouvelle politique américaine entend maintenant changer. A un ordre mondial basé sur la bipolarité — l'opposition Est-Ouest, d'une part, les rapports Russie-Amérique, de l'autre — elle veut substituer un équilibre nouveau, fondé sur « plusieurs », en principe, d'ailleurs, sur une pentarchie qui grouperait, sur un parfait pied d'égalité, — outre les actuelles superpuissances — la Chine rouge, le Japon et, si elle parvient à être vraiment elle-même institutionnellement, une certaine Europe communautaire en gestation.

Pour bien comprendre cette évolution des Etats-Unis, plus précisément du président Nixon, il convient de rappeler que le chef d'Etat américain a comme conseiller privilégié Henry Kissinger, l'admirateur de Metternich. Et ce spécialiste propose une sorte de transposition, mais cette fois-ci sur le plan mondial, de cette pentarchie qui avait présidé au sort de l'Europe au lendemain de la défaite de Napoléon. Et c'est donc cet ordre multipolaire qui doit succéder à celui de Yalta, à la dyarchie maintenant condamnée.

Il y a là, en un quart de siècle, une transformation totale de la politique extérieure des USA. En effet, après avoir reconnu à Yalta la Russie

comme son interlocuteur égal, le président américain avait donné aux relations entre les deux pays un caractère privilégié.

Puis, dans le grand chaos qui avait succédé aux défaites de l'Allemagne et du Japon, la première nation d'Occident avait en quelque sorte procédé, selon le mot de Dean Acheson, à une « nouvelle création » du monde international. Par son soutien à tous, à l'Europe notamment, par le Plan Marschall, mais aussi par une aide répartie sur l'ensemble du globe, elle croyait pouvoir — avec cette foi qui anime si souvent les descendants spirituels des Pilgrim Fathers — régénérer l'univers et lui inculquer cet « american way of life », sorte d'évangile laïque à l'usage de l'humanité entière.

Mais, parallèlement à cet effort, l'« autre Grand » non seulement pansait ses plaies de la guerre, mais entendait s'affirmer vraiment comme puissance mondiale, égale des Etats-Unis, d'abord en effectuant sa mainmise sur les actuels satellites, support de sa qualité de « Grand ».

Par ailleurs, Moscou mettait sur pied la plus formidable armée de son histoire.

Cette attitude de l'Union soviétique déclencha la fameuse politique américaine du « containment », défense générale contre le communisme envahissant. Ce fut le développement de l'OTAN et un certain encerclement de la Chine, avec une revalorisation du Japon, susceptible, aux yeux des Américains, de former une défense contre l'Empire de Mao, autre pôle du communisme en marche.

Puis, au courant des années soixante, après l'incident de Cuba, en 1962, une nouvelle orientation se fit dans la politique des USA. Car les deux Grands avaient pris conscience aussi bien de leur prédominance dans le monde que de l'obligation qui semblait leur incomber de discuter à deux des grands problèmes mondiaux, afin, si possible, de les régler entre interlocuteurs égaux. Et ce fut la « dyarchie des deux Grands », matérialisée par l'établissement du « téléphone rouge ». Elle dominait les relations « ami-ennemi » entre Russes et Américains et l'opposition Est-Ouest, chacun des deux surpuissants étant aussi la nation guide de son bloc.

Et de cette prédominance naquit bientôt une sorte de réaction de la part des alliés de l'Ouest et des satellites de l'Est. Les conséquences de cette opposition des « associés » des deux camps devait avoir des répercussions notables, dont les plus spectaculaires furent le dégagement français de l'OTAN en 1966 et le deuxième coup de Prague de 1968,

réplique russe au fameux printemps, manifestation particulière de ce communisme « humain » défendu avec tant de chaleur et d'énergie par l'atomiste soviétique Sakharov.

Puis, au début des années soixante-dix s'affirmait de plus en plus le poids du continent jaune, devenu en quelque sorte le centre géopolitique du monde.

D'où la valeur soudainement reconnue par le président américain à l'Etat des chinois rouge, admis à l'ONU, puis honoré de la visite du chef des USA. C'était là la fin de la dyarchie antérieure, une prise de conscience américaine de la nécessité de baser la sécurité mondiale sur un ordre multipolaire, sur un équilibre à plusieurs, celui de la pentarchie du professeur Kissinger.

A vrai dire, cette réorientation n'empêche pas des chocs en retour. Le « défi » de l'été 1971 en fut l'exemple le plus frappant. Dicté par l'intérêt national des USA, il ne se heurta même pas à un front européen uni, mais aux divers égoïsmes des Etats en cause.

Il faut espérer que de telles erreurs de parcours sur le chemin de l'ordre nouveau ne se reproduiront pas trop souvent.

Mais résumons les fruits de la nouvelle politique des Etats-Unis et enregistrons ce premier pas franchi: la reconnaissance de la Chine rouge comme troisième Grand par la première puissance mondiale. Ce faisant, le président Nixon a racheté les fautes passées de la politique chinoise de ses prédécesseurs. Car, depuis 1945, jusqu'à des temps récents, c'est une certaine opposition, voire une hostilité américaine systématique qui a maintenu — pendant plus de vingt ans — la Chine rouge à l'écart des grands échanges de vues et des organisations mondiales. Or il s'agissait là de la plus nombreuse nation d'Asie, voire du globe.

Et, en 1945, la situation prédominante des USA aurait permis à ceux-ci de reconnaître l'immense désir d'indépendance des Chinois, si malmenés par l'Occident au XIXe et au début du XXe siècle.

« La solution du problème chinois, disait alors Mao Tsé-toung à une journaliste américaine, dépend largement de l'attitude américaine. »

Or les Etats-Unis, à l'époque — avec toute cette bonne foi qui caractérise les Yankees quand ils veulent réformer le monde — entendaient alors — nous venons de le constater — créer une Chine à leur façon. D'où l'équipement de 45 divisions nationalistes et l'envoi de 100 000 marines à Pékin, à Chang-hai et à T'ien-sin.

Il y avait là une erreur profonde, une méconnaissance totale et regrettable d'une certaine réalité chinoise de la part de la diplomatie des USA, si jeune, puisqu'elle n'a que deux siècles, face à une Chine plusieurs fois millénaire... et dont Mao est actuellement l'héritier, tout comme la troïka de Moscou détient le précieux dépôt de l'impérialisme des tsars de Russie.

Et ce sont ces fautes de jeunesse de la politique américaine qui ont fait la fortune politique de Mao. Car, par une action plus nuancée de la part des USA, il eût été possible de prolonger une certaine collaboration entre la tendance maoïste et celle de Tchang Kaï-chek, de réaliser de la sorte une Chine plus souple, si conforme à cet esprit de syncrétisme qui étonne parfois dans ce pays l'observateur européen et que décrivait déjà Marco Polo au XIIIe siècle, à la cour mongole de Koubilaï.

Bref, c'est au terme d'un long périple que l'Amérique est parvenue enfin à cette perspective séduisante d'un monde multipolaire, basé sur l'équilibre des « Cinq ».

Mais n'est-ce là pas encore qu'une vue théorique des choses? Car aussi bien le « défi » de l'été 1971 que les accords toujours exclusifs avec la Russie, pour les armes nucléaires, montrent à quel point la raison d'Etat strictement américaine, d'une part, l'emprise de l'esprit « dyarchique », de l'autre, pèsent encore sur la politique de la Maison-Blanche.

En réalité, les réactions tant japonaises que sud-vietnamiennes des temps derniers font apparaître à quel point les alliés des USA — s'ils ne sont pas à même d'aborder ces derniers sur un pied d'égalité — risquent toujours de voir leurs intérêts sacrifiés à ceux de la grande nation d'Occident. D'où, pour les Européens de la communauté la nécessité d'être eux-mêmes en force, afin de pouvoir discuter « entre égaux » avec les Etats-Unis.

A vrai dire, cette obligation sera tout aussi valable vis-à-vis de l'autre Grand, l'Union soviétique, qui elle aussi vient de parcourir, en trois ans, un long chemin, « de Prague à Tbilissi ».

Que représente cette évolution?

L'évolution soviétique: de Prague à Tbilissi

Parallèlement à l'Amérique, l'Union soviétique, elle aussi, a opéré une remarquable reconversion. Du coup de force, expression de l'intran-

sigeance de la doctrine de Brejnev, elle est passée à la politique de la main tendue, formulée spectaculairement au cours d'une grandiose manifestation télévisée, en mai 1971, à Tbilissi, l'ancienne Tiflis. Comment expliquer ce revirement?

Avant Prague, la politique du Kremlin visait trois objectifs:

1° La sécurité

D'où cette immense armée mise sur pied et l'emprise militaire sur les satellites, associés — sous une autorité russe pratiquement absolue — à la défense de l'intégrité du bloc dominé par Moscou.

2° L'affirmation de la qualité de « Grand »

En effet, reconnue par Roosevelt, à Yalta, comme l'interlocuteur valable et égal de la première nation du globe, l'URSS entendait concrétiser sa force en affermissant sa mainmise sur les Etats du Pacte de Varsovie et du Comecon, car sans eux elle perdrait son rang de puissance mondiale.

3° Sa progression dans le monde

C'est là l'héritage du grand rêve des tsars. Déjà la Russie Soviétique a réalisé cet accès aux « mers chaudes », grande ambition inassouvie des Romanov. Et une armada rouge sillonne les mers. Ses sous-marins s'infiltrent le long des côtes, échappant aux recherches, comme semble le prouver certain incident des récentes manœuvres atlantiques. Mais, simultanément, Moscou pratique l'ouverture, la coexistence pacifique, qui a longtemps trompé les belles âmes d'Occident. Alors, pourquoi ce deuxième « coup de Prague »?

Tout simplement parce que — non seulement à Prague, mais en Russie même — se développait alors un certain communisme « humain », représenté notamment par le grand atomiste Sakharov et ses amis, dont le manifeste exigeait une réforme des deux mondes, du marxiste et du capitaliste. Et du rapprochement des deux groupes devait naître une société meilleure, dans laquelle l'homme allait trouver son épanouissement non seulement physique, mais intellectuel et artistique, voire l'accomplissement de sa spiritualité...

C'était là, publié en juillet 1968, un programme dans le sens du printemps de Prague. Et c'est cela que les durs du Kremlin ne pouvaient tolérer.

D'où, outre le coup de force d'août 1968, tous ces procès, ces emprisonnements dans les geôles de l'URSS et les asiles psychiatriques, qui soulèvent les protestations de la Société des droits de l'homme russe, fondée avec courage par Sakharov.

En fait, le coup de Prague a été une victoire à la Pyrrhus. Il a jeté le doute dans l'esprit de bien des communistes convaincus et de nombreux PC l'ont désavoué.

Dans le monde atlantique, l'invasion de la Tchécoslovaquie a produit une prise de conscience salutaire de la part des Alliés, qui avaient cru à la coexistence et envisagé des réductions de leurs crédits militaires, commencé des retraits de troupes, des dissolutions d'unités.

Depuis, la formation de l'Euro-groupe, notamment, a conduit à une contribution plus importante des Etats membres à l'effort commun de l'OTAN.

En Asie, la récente montée de la Chine a incité de nombreux Etats, naguère dans l'orbite russe, à rechercher l'amitié de la République de Mao.

En Afrique, après l'effondrement du Ghana de N'Kruman, la Guinée a renvoyé des experts soviétiques et des diplomates, sans même respecter les règles généralement admises comme obligatoires par la courtoisie internationale. Et dans l'ex-Congo belge des mesures du même ordre ont été prises.

C'est tout cela qui explique la volte-face de Brejnev à Tbilissi, cette main tendue aux Occidentaux pour des pourparlers, tant pour la sécurité européenne que pour une réduction mutuelle et équilibrée des forces.

D'où l'accord intervenu au cours des conversations SALT — à vrai dire un retour en arrière, sorte de retrouvailles soviéto-américaines. Car les deux super-Etats, en dépit de toutes leurs « ouvertures », ont du mal à renoncer à leur ancienne position dominante et unique. Mais Moscou a favorisé aussi les entretiens « à quatre » sur Berlin et s'est montré plus conciliant pour la tenue de la conférence de la sécurité européenne, en y admettant les Etats-Unis.

Si bien qu'un certain rapprochement s'opère, qui est d'ailleurs peut-être essentiellement « tactique », au sens communiste du mot.

Il n'en demeure pas moins que — l'écart technologique russe aidant et poussant les hommes de Moscou à la recherche d'une collaboration avec le savoir-faire occidental et américain — la situation créée nous ouvre de nouvelles perspectives, du moins si nous savons être forts,

militairement et politiquement. Et surtout si se développe et s'organise une certaine Europe occidentale unie.

Car ce n'est qu'à ce prix que les nations atlantiques de notre continent ne seront pas les brillants seconds de l'un ou des deux actuels géants mondiaux. Et c'est cela qu'il faut éviter. D'autant que les deux autres — futurs — Grands ont réalisé déjà leur unité, la Chine comme le Japon.

Mais comment se présentent actuellement ces deux pays asiatiques sur le plan mondial?

II. Les deux « nouveaux grands »

Le troisième Grand: la Chine rouge

La Chine, elle aussi, a parcouru un long chemin depuis 1945, sur le plan intérieur comme sur celui de la géopolitique, où, enfin, l'admission à l'ONU, suivie de la visite du président Nixon à Pékin, a confirmé la qualité de puissance mondiale, de troisième Grand, de l'Empire jaune.

En Chine même, le Parti a affermi sa position. La Révolution culturelle est terminée, le pays s'est remis au travail, et, dans des conditions mal connues, le complot de Lin Piao a échoué. Bref, de nouveau, les « fusils obéissent au Parti ».

A vrai dire, l'économie se remet en marche avec des procédés parfois rudimentaires et archaïques, le pays ne disposant pas encore des moyens modernes qu'exigent les grandes entreprises. D'où le grand besoin d'une aide extérieure.

En effet, l'exploitation des immenses richesses naturelles de cet extraordinaire empire ne pourra se faire rationnellement qu'avec l'aide du savoir-faire d'un autre ou de plusieurs des autres Grands de demain: USA, URSS, Japon ou une certaine Europe, celle-ci agissant collectivement ou par le truchement de ses Etats industriels.

Et c'est là le grand problème vital de la Chine: *Avec qui et par qui?* Et ce problème est total: politique, économique, asiatique et idéologique. Car il peut déboucher aussi bien sur une générale entente avec l'Occident que sur cette dyarchie jaune qui associerait le Japon moderne aux gigantesques ressources naturelles, actuellement insuffisamment exploitées, de l'immense Empire chinois.

La menace d'un tel danger jaune pour l'ensemble du monde n'est pas concrétisée dans l'immédiat. Car le potentiel militaire chinois du moment ne permettrait pas un affrontement efficace avec la Russie ou l'Amérique. Ses quelque 15 à 20 IRBM et 20 à 30 MRBM seraient peu de chose face à l'un d'eux. Mais les 150 divisions de la grande république jaune pourraient jouer un rôle néfaste sur le continent asiatique.

Quant au Japon, s'il ne dispose actuellement que de 260 000 hommes, il pourrait être tenté d'adjoindre à sa force industrielle et politique l'appareil militaire digne de ce rang de quatrième Grand qu'il doit occuper dans la pentarchie en marche. Mais que représente au juste le Japon de Tanaka?

Le Japon de Tanaka

Il s'est affirmé spectaculairement, en 1972, lors de l'entrevue Tanaka-Chou En-lai. Cette prise de contact, en effet, marque un tournant dans l'histoire récente, au même titre que les visites du président Nixon à Pékin et à Moscou.

Elle constitue le départ d'une nouvelle diplomatie nippone, qui agit magistralement à l'intérieur de ce triangle des forces politiques qui jouent entre les trois capitales: Washington, Moscou et Pékin. Et c'est là l'une des données essentielles de cette pentarchie qui concrétisera demain un nouvel ordre mondial dont précisément le Japon sera l'un des piliers.

Favorisé par rapport à notre Europe communautaire — qui s'ébauche à peine — ce grand Etat unitaire de 100 000 000 d'habitants a déjà pris sa place vis-à-vis des trois autres Grands.

Quelle est sa politique en la matière, c'est-à-dire vis-à-vis de la Chine, de la Russie et de l'Amérique?

Les relations entre le Japon et la Chine rouge

Pour bien les comprendre, il convient de se reporter au passé. Il faut se rappeler que Sun Yat-sen avait, au début du siècle, trouvé refuge au Japon, où, en 1905, il avait fondé le mouvement révolutionnaire chinois, devenu par la suite le Kuo-min-tang.

De cette époque subsistent des relations personnelles qui ont survécu aux tensions ultérieures.

Certes, au lendemain de la défaite de 1945, Tokyo avait dû traiter, sous la pression américaine, avec Formose. Mais, sur le *plan commercial*, les échanges reprirent rapidement entre le Japon et la Chine rouge. Et elles se concrétisèrent dans l'accord commercial sino-nippon de 1962.

Pourtant, il convient de signaler que les échanges en cause ne représentent actuellement que 3 % du commerce extérieur japonais, alors que les Etats-Unis interviennent ici pour 38 %.

Sur le *plan politique*, Mao Tsé-toung avait bien proposé, dès 1957, un pacte de non-agression et la reprise de relations « de peuple à peuple ». Mais cette offre n'a pu vraiment jouer qu'avec le départ de Sato, *persona non grata* en Chine et, surtout, avec la réorientation de la politique nixonienne.

Il convient d'ailleurs de souligner à quel point le Japon a été traumatisé par une certaine attitude américaine récente:

1° *Lors du « défi américain » de juillet 1971, il a été placé devant le fait accompli*, subissant de la sorte une perte de face importante pour un peuple asiatique.

2° *Le même affront a d'ailleurs été constitué par le voyage à Pékin, si contraire à la politique antérieure des USA*, dont les présidents avaient tant de fois souligné « la mission du Japon en Asie », pratiquement au service du « containment » pratiqué alors par la première puissance mondiale.

3° De même l'*obligation de revaloriser la monnaie nationale* japonaise et la *réduction des exportations aux Etats-Unis* ont été mal accueillies par une certaine opinion japonaise.

Et, face à une telle politique américaine, les hommes de Tokyo pouvaient se demander si, dorénavant, les intérêts de leur pays n'allaient pas être systématiquement sacrifiés à ceux de la Chine rouge.

D'où, parallèlement à la nouvelle orientation des Etats-Unis, une nouvelle attitude des Japonais vis-à-vis de la Chine, car envers celle-ci bien des Japonais gardent encore un certain complexe de culpabilité pour le comportement de leur pays avant 1945.

C'est ainsi que le Koméi-Tô, le « Parti pour un gouvernement propre », avait formulé un programme qui demandait la reconnaissance

de la Chine de Mao comme seul gouvernement chinois légitime, la question de Formose étant considérée comme une affaire intérieure de la Chine. Il réclamait aussi l'admission de la République de Pékin à l'ONU, avec exclusion de Formose de celle-ci.

Pour sa part, Mao Tsé-toung avait invité Takéo Miki, le ministre japonais des Affaires étrangères, à Pékin, alors que Sato ne bénéficiait pas d'une telle faveur.

L'arrivée au pouvoir de Tanaka, d'une part, la nouvelle orientation de la politique américaine, de l'autre, ont conduit le nouveau chef nippon à affirmer une liberté d'action totale pour un abandon de la précédente doctrine des « deux Chines ».

Bref, le gouvernement Tanaka a pu défendre la thèse suivante:

1° Ayant, dans le Traité de San Francisco, renoncé à tous droits sur Formose, *le Japon n'a aucunement à intervenir dans la détermination du statut de ce territoire.*

2° *Il comprend l'intérêt de la Chine pour ce dernier* mais sans aller jusqu'à admettre les conditions dans lesquelles Pékin entend régler le sort de cette partie de la Chine.

3° De toute manière, *le traité entre Tokyo et Taïwan devient caduc avec une normalisation des relations sino-japonaises.*

Néanmoins, le Japon a des raisons de maintenir de bonnes relations avec Formose:

1° Du fait de la *dette de reconnaissance envers Thang Kaï-Chek*, qui s'est opposé en 1945 à un régime d'occupation du Japon comparable à celui qui était imposé à l'Allemagne.

2° De la nécessité d'un *Formose neutre, garantissant le flanc occidental du Japon* vis-à-vis d'une menace venant du continent.

3° De l'utilité de *liens économiques entre les deux pays.* Les entreprises japonaises pourront de la sorte procéder à un choix entre la clientèle rouge et celle de la Chine nationaliste.

Les relations nippo-chinoises sont, à vrai dire, influencées par celles que le Japon entretient avec les actuels deux Grands. Quelles sont ces relations?

Les relations entre le Japon et l'Union soviétique

L'URSS est incontestablement pour Tokyo le plus inquiétant des deux super-Etats. Avec elle, le Japon n'a signé aucun traité de paix. Il a seulement souscrit à une déclaration commune, en 1957, aux termes de laquelle la Russie reconnaissait au Japon le droit d'entretenir une force armée pour sa défense et celui de contracter des alliances strictement défensives avec d'autres Etats.

En outre, les deux pays proclamaient leur attachement au principe de non-intervention dans les affaires intérieures du partenaire. C'était là une base de départ possible pour un rapprochement entre l'URSS et le Japon. Ce dernier était alors précieux pour la politique russe du moment:

Vis-à-vis de la Chine, il pouvait participer à l'encerclement tacitement concordant *de la grande République jaune* par les deux Grands.

Vis-à-vis des USA, il faisait contrepoids à la nation guide de l'Occident sur le continent jaune.

Mais intervenait aussi le *facteur économique*. Et, à ce point de vue, Moscou aurait voulu associer le Japon à son œuvre:

— Construction d'un immense *pipe-line reliant la Sibérie occidentale à la mer du Japon.*
— Création d'un nouveau *port au sud de Vladivostok.*
— Exploitation de la *houille de la Yakoutie.*

La Russie, dans ces entreprises, sollicitait non seulement le « know how », mais aussi les crédits de son partenaire. Or le Japon n'était pas tellement disposé à accepter ces projets à sens unique. Car ceux-ci risquaient de lui attirer des réactions de la part de la Chine, qui menaçait d'expulser tous les Japonais si Tokyo collaborait à la construction du pipe-line (4200 km) de Tioumen à Nakhoda. Les négociations pour ce projet, engagées en 1972, doivent reprendre en 1973. Mais Tokyo doit compter aussi avec les Etats-Unis, qui voient, eux également, d'un œil défavorable l'extension des relations économiques soviéto-japonaises.

Mais quels sont les rapports actuels entre Tokyo et Washington?

Les relations américano-nippones

A vrai dire, le Japon considère, semble-t-il, l'URSS comme son ennemi numéro un. Car il voit avec inquiétude l'arrivée de divisions

russes en Extrême-Orient, l'installation de missiles face à la frontière chinoise comme autant de menaces dirigées contre son propre territoire. Et puis le contentieux que représentent entre lui et les Soviétiques les Kouriles constitue entre Tokyo et Moscou une sorte de question d'Alsace-Lorraine extrême-orientale. Car les Soviétiques n'ont pas été aussi compréhensifs vis-à-vis des Japonais que les Américains pour Okinawa.

Les relations entre les USA et le Japon, quelque peu troublées par le « défi » de 1971 et le rapprochement soudain entre Washington et Pékin, restent donc néanmoins bonnes et nécessaires pour les deux partenaires.

En effet, les USA ont besoin des Nippons, dans lesquels les présidents américains ont généralement vu le support possible d'une constellation politique antichinoise. Otto de Habsbourg, il y a quelques années, a remarquablement décrit cette « Asie maritime », qui semblait alors se grouper autour du Japon et de l'Indonésie d'après Sukarno. En fait, Tokyo n'a jamais accepté de constituer un front antichinois. Et l'Indonésie, actuellement, préconise une neutralisation du Sud-Est asiatique.

Il n'en demeure pas moins que l'Etat nippon est quand même une sorte de contrepoids à la puissance de la Chine de Mao. Il doit seulement, pris qu'il est entre les trois grandes puissances en cause, observer sur tous les plans — politique, économique et militaire — une diplomatie très nuancée, d'ailleurs parfaitement conforme au tempérament extrême-asiatique, pour lequel, entre deux points, il n'y a généralement pas de ligne droite. Ce qui nous déconcerte parfois, les Américains surtout, qui n'aiment vraiment traiter qu'un seul problème à la fois. Ce qui est inconcevable dans cette Asie si complexe et si loin de nous.

Alors, comment caractériser la position actuelle du Japon vis-à-vis des Etats-Unis?

Jusqu'au fameux « voyage à Pékin », les relations nippo-américaines ont été déterminées essentiellement par le traité de paix de septembre 1951 et le pacte de sécurité signé le même jour.

Aux termes de ces conventions, le Japon restait étroitement lié à l'Amérique, à l'abri en quelque sorte du bouclier atomique USA. Il a d'ailleurs largement tiré profit de cette protection qui, lui évitant un important budget militaire, a sensiblement facilité un essor économique unique dans l'histoire moderne.

Puis, grâce à cet enrichissement, une expansion de la force militaire, considérée comme l'un des attributs d'une puissance mondiale, fut

envisagée par les dirigeants japonais d'avant Tanaka. Et, d'ailleurs, après la définition de la « doctrine de Guam » par le président Nixon, le Japon dut s'engager à accroître sa part contributive à la défense commune.

Les trois plans militaires qui s'échelonnent de 1958 à 1971 concrétisent cette évolution. A vrai dire, le quatrième, qui prévoyait une sensible amélioration de l'appareil de la soi-disant « autodéfense », a été quelque peu réduit sous le gouvernement Tanaka, sous la pression sans doute d'une certaine opposition. Il n'en reste pas moins que les crédits ont été doublés. Mais la question du véritable réarmement japonais se posera vraiment à la fin de l'actuelle décenie: non seulement pour la mise sur pied d'une armée de type conventionnel, mais aussi pour l'acquisition éventuelle de l'arme majeure. Et ce problème sera abordé probablement dès la deuxième partie des années soixante-dix, avec la fin du quatrième plan.

En attendant, la politique nippone est très active: elle a été stimulée par les récentes attitudes américaines. Tout en s'efforçant, dans ses relations avec les USA, d'empêcher que la raison d'Etat de Washington l'emporte sur les obligations contractées par les USA vis-à-vis du Japon, ce dernier se garantit aussi face à la Chine, compte tenu d'un certain dégagement américain.

Et, réponse du berger à la bergère, le Japon de Tanaka affirme de plus en plus des positions nationales, en ignorant la Maison-Blanche:

— Reprise des relations diplomatiques avec la Mongolie-Extérieure et la Corée du Nord;

— relations maintenues avec la Corée du Sud et, sans doute, encouragement d'un rapprochement entre les deux Corées.

Bref, le Japon pratique actuellement une sorte de « Grosspolitik », comme diraient les Allemands. Et, devant cette sorte de dégagement de l'emprise américaine, le président Nixon a compris les réticences de son « protégé »: d'où l'entrevue de Honolulu, en septembre 1972, avec le chef japonais.

Il résulte de ce qui précède que le Japon mène actuellement une politique habile, au service d'une puissance économique et industrielle avec laquelle il faut compter. Tout en observant vis-à-vis des Russes et des Chinois une diplomatie remarquable, il cherche maintenant, par ses relations avec d'autres interlocuteurs, Corée, Chine nationaliste, Mon-

golie-Extérieure et Etats de l'ASPAC, groupe asiato-australien dont l'intérêt coïncide avec celui de Tokyo — à constituer des ceintures de défense, des Etats tampons susceptibles de garantir en quelque sorte la sécurité des flancs de cet archipel si exposé que constitue le territoire nippon.

En bref, le Japon s'annonce vraiment comme l'interlocuteur valable des actuels deux Grands: il est prêt à assumer son rôle futur dans la fameuse « Pentarchie ».

En est-il de même de notre Europe communautaire?

III. Le dernier de la future pentarchie?

Le cinquième Grand potentiel: une certaine Europe

L'organisation politique et économique ainsi que la sécurité d'une certaine Europe en gestation préoccupent à juste titre non seulement les gouvernements en cause, mais tous les autres Etats libres du continent, tous concernés par l'évolution en cours.

En effet, depuis 732, date mémorable de la grande et unique victoire commune de Poitiers, l'Europe n'a plus jamais retrouvé cette éphémère unité, faute de laquelle elle a connu une longue suite de douze siècles de luttes fratricides.

Certes, une transformation heureuse s'affirme: l'opposition franco-allemande apparaît déjà aux jeunes des deux nations comme aussi insensée et dépassée que la lointaine compétition intérieure française entre Armagacs et Bourguignons.

Mais l'« Europe » n'est pas née pour autant: elle n'est pas encore capable de s'affirmer comme le « Cinquième Grand » dans la pentarchie chère à M. Kissinger.

Et pourtant quel chemin parcouru, depuis 1969 jusqu'en octobre 1972, dans le devenir de cette Communauté si longtemps freinée... Et il peut être utile de s'interroger sur ce retard.

En réalité, dans un premier temps, après les débuts de l'organisation rêvée par Robert Schuman, de Gasperi et Adenauer, le général de Gaulle avait quelque peu contenu cette évolution qui, maintenant, nous apparaît comme revêtue du sens de l'histoire, désormais celle des grandes entités.

Mais, fidèle disciple — inconscient peut-être — des grands légistes qui jadis firent la grandeur de la France unitaire des rois, le général tenait à cette souveraineté intangible et totale dont Bodin disait: « *Est autnon est.* »

Et il redoutait que, dans le processus d'une intégration — aussi bien atlantique au sein de l'OTAN qu'européenne — la France « ne fût effacée en tant que nation ».

D'où cette initiale réticence vis-à-vis de la Communauté. Mais, chez lui, à côté du doctrinaire apparemment intransigeant, il y avait un deuxième homme, le réaliste, qui percevait les évolutions, même quand elles étaient contraires à ses désirs, et il s'y adaptait. Et ainsi il avait pris conscience de ce devenir, plus prononcé d'ailleurs chez les peuples que chez leurs dirigeants.

La formule « Europe européenne » correspondit alors, chez le général, à cette perception d'une réalité en marche. Formule commode, qui voulait tout et ne rien dire, mais qui lui permettait de voir venir, de s'ajuster à cette évolution qu'il n'avait pas souhaitée, mais que, bien entendu, il entendait diriger...

Et désormais la voie était libre. D'où les progrès réalisés depuis 1969 et dont le président Pompidou vient de recueillir le fruit à la fameuse réunion « au sommet » d'octobre dernier. Et les 3 objectifs fixés à La Haye en automne 1969 sont en voie de réalisation:

1° *L'élargissement à neuf est un fait*, le « non » de la Norvège n'étant en fait qu'une simple erreur de parcours.

2° *Le perfectionnement interne de l'organisation a progressé dans le sens d'une union économique et monétaire en* gestation, dont le développement est tracé.

3° *La coopération politique devient en quelque sorte institutionnelle* avec les quatre réunions annuelles des ministres des Affaires étrangères. Et l'« Union » doit être concrétisée en 1980.

C'est surtout la nécessité d'une étroite coopération politique qui est apparue à Paris. Elle doit être la base de la position unifiée de la Communauté sur le plan des relations commerciales et monétaires au niveau mondial, où cette Europe communautaire doit s'affirmer comme entité égale aux autres Grands. Car, même sur le plan économique, on ne discute qu'entre égaux.

D'où la nécessité de réaliser pleinement cette Union à peine née, préfiguration de cette Confédération déjà évoquée par le président Pompidou, prélude, espérons-le, à cette Fédération dont rêvait Robert Schuman.

Ce n'est qu'à ce prix que notre continent figurera dans la future pentarchie.

Sur le plan de la *sécurité*, de même, une Europe occidentale institutionnelle seule constituera l'interlocuteur valable et égal, tant de l'Amérique amie et alliée que de la Russie, qui, jusqu'à ces derniers temps, décidaient indirectement de notre destin et affirmaient leur prédominance par leurs discussions bilatérales sur la non-dissémination des armes nucléaires et les accords SALT, ne laissant à leurs associés inégaux que tout au plus l'approbation d'une sorte de contrats d'adhésion définis par leur dyarchie.

Et cette nécessité d'une unité organisée, d'un front commun pour l'Europe occidentale des Neuf s'imposera surtout si les conférences sur la sécurité européenne et une réduction mutuelle équilibrée des forces doivent être autre chose que des rencontres dominées par les deux superpuissances.

Elle est d'autant plus indispensable qu'un certain isolationnisme subsiste, outre-Atlantique, et s'affirme contre nous dans une certaine opposition américaine.

Elle est d'ailleurs indispensable aux deux Grands eux-mêmes, aux Etats-Unis tant qu'à l'URSS, pour contenir un éventuel impérialisme asiatique.

Elle est certainement souhaitée par tous ces communistes humains de Russie même, qui eux aussi ont besoin, en deça du rideau de fer, du bienveillant appui d'une Europe libre organisée et dans laquelle les satellites en tutelle doivent trouver un interlocuteur et un appui favorables à leur émancipation.

Tel est le climat dans lequel l'Europe peut et doit s'épanouir.

Notre tour d'horizon ne nous a montré que « quelques aspects d'entre les aspects », comme diraient les vieux conteurs arabes, de l'immense problème européen. Car l'environnement étudié est ici d'une extrême complexité. Nous y trouvons notamment les effets rémanents de l'oppo-

sition Est-Ouest, alors qu'une réelle « ouverture » — à l'Est, chez les uns, à l'Ouest, dans l'autre camp — se manifeste avec vigueur. Par ailleurs, l'acheminement vers un ordre multipolaire n'empêche nullement une certaine survie de la solidarité des deux Grands.

Néanmoins, l'idée européenne s'affirme. Il est réconfortant de constater qu'une certaine union a été décidée lors de la conférence au sommet d'octobre 1972, à l'initiative et sous présidence françaises, à Paris même, appelé peut-être à devenir la capitale politique de cette Europe de demain. Et déjà le président Pompidou a parlé d'une confédération susceptible de devenir, par la suite, cette fédération dont rêvaient Schuman, Adenauer et de Gasperi.

En somme, une certaine Europe s'apprête à devenir ce « cinquième Grand » qu'elle doit devenir logiquement dans le pentarchie de l'avenir. A cet effet, il lui faut prendre conscience des trois missions qui lui incombent:

D'abord, devenir vraiment elle-même, en retrouvant cette unité qu'elle n'a connue qu'un jour en 732 et dont l'absence explique cette douloureuse suite de guerres fratricides de son histoire.

Deuxièmement, réaliser ce « partnership » euraméricain que lui offrait généreusement, sur un parfait pied d'égalité, le président Kennedy.

L'obligation ici est d'ailleurs réciproque. Car si l'Europe a besoin de l'Amérique, notamment pour sa sécurité, la grande puissance d'outre-Atlantique est tout autant dépendante de l'Europe. Que deviendraient les Etats-Unis si le potentiel économique et politique des 250 millions d'Européens de l'Union tombaient entre les mains des Soviétiques? Ce serait la fin de la grandeur américaine.

Enfin, l'Europe doit assurer, de l'Atlantique à l'Oural, une certaine liaison vitale, tant pour la première nation d'occident que pour l'Union soviétique.

En effet, pour la Russie, la grande menace potentielle vient de l'Est, alors que l'ensemble euraméricain ne présente aucun danger pour elle. Par contre, en cas de naissance d'une dyarchie jaune, l'Amérique et l'Europe auraient avantage à pouvoir trouver dans l'URSS une sorte d'avant-garde de l'Occident, face à la menace commune.

Et puis, cette naturelle vocation de liaison de l'Europe prend une valeur accrue du fait de ces communistes « humains » qui, à travers le

rideau de fer, nous tendent une main fraternelle. Les nations occidentales de notre continent ne peuvent pas rester insensibles à cet appel, que l'échec du printemps de Prague n'a nullement découragé.

Mais dans l'immédiat se pose la question de la sécurité de l'Occident sur le front atlantique, donc celle de l'actuel rapport des forces. Quelques chiffres, tirés des statistiques de l'Institut d'études stratégiques de Londres, nous fourniront des éclaircissements à ce sujet.

Sur le *plan de la dissuasion nucléaire*, nous constatons que 1530 engins ICBM russes s'opposent à seulement 1054 missiles américains, compte non tenu des moyens existant en Europe.

Fort heureusement, l'utilisation des MIRV par les USA permet à ceux-ci d'atteindre 2710 objectifs en Union soviétique, alors que les Soviétiques ne sont pas à même de prendre à partie un nombre de points égal sur le territoire des Etats-Unis.

Mais c'est, sur le front atlantique, le rapport des forces classiques qui constitue actuellement une réelle infériorité occidentale.

En effet, *sans les secteurs nord et centre*, le *nombre des combattants* et de leurs soutiens directs est le suivant:

— *1 000 000 d'hommes du Pacte de Varsovie contre 7000 00 Occidentaux.*

Et:

— *51 divisions contre 24* (2 divisions françaises d'Allemagne fédérale comprises).

— *16 000 chars contre 6 000.*

— *4 200 avions tactiques contre 2 064.*

En outre, les Russes ont la possibilité de renforcer le front de contact avec des divisions stationnées en URSS (60 en Russie d'Europe, 8 en Russie centrale, 21 en Russie méridionale).

Le camp oriental bénéficie aussi de l'avantage d'un armement standardisé, ce qui n'est pas le cas pour l'Alliance atlantique. Et ses bases aériennes ainsi qu'un soutien logistique unifié faciliteraient le transport et la vie des troupes.

Du côté occidental, par contre, le renforcement du front par des forces acheminées d'Amérique serait long et demanderait une maîtrise de l'air parfaite. Sur mer, il serait menacé notamment par les quelque 300 sous-

marins rouges, autrement dangereux que les submersibles allemands de la dernière guerre, pourtant si efficaces contre les flottes alliées d'alors.

Fort heureusement, la supériorité soviétique n'est ni générale ni définitive. Les MIRV américains n'ont pas leur égal en URSS. De même le laser, qui a déjà détruit un avion en vol et qui anéantira peut-être bientôt des chars et des missiles, n'a pas son homologue du côté de l'Est. L'avion B1 sera capable, dans un proche avenir, de larguer en grandes quantités d'importantes charges nucléaires ou conventionelles à 10 000 km.

Enfin, le système ULMS (« Undersea Long Range Missile System »), prévu pour la période 1975/1980, comportera 25 sous-marins géants de 10 000 tonnes, avec chacun 24 missiles (portée: 12 000 km), permettant d'atteindre, des côtes américaines, n'importe quel point de l'Union Soviétique. Et ce système aura l'avantage de ne présenter aucun danger pour les populations des USA, puisqu'il sera établi sur mer.

Compte tenu de la supériorité actuelle de la technique américaine, le caractère général de sa recherche, si l'on avait à parier pour l'avenir, l'on serait donc tenté de miser sur les Etats-Unis, c'est-à-dire sur l'Ouest.

Il n'en demeure pas moins qu'actuellement le front atlantique est dangereusement démuni. Et l'on peut toujours se demander dans quelle mesure l'Amérique serait décidée, d'emblée et d'entrée en matière, à risquer l'existence de ses cités pour sauver celles de ses alliés. Et puis la guerre est — l'histoire nous l'apprend — un phénomène essentiellement irrationnel...

Alors, supposons — simple hypothèse de travail — qu'un gouvernement soviétique aux abois, comme il l'a été en été 1968, en face d'une opposition intérieure dont en Europe occidentale on sous-estime généralement l'importance, entreprenne une immense fuite en avant, un nouveau coup de Prague à l'échelon continental. Que se passera-t-il? Dans l'OTAN, les Etats-Unis déclencheront leur fameuse stratégie de la « flexible response », c'est-à-dire de la riposte adaptée. Et le solennel déroulement des aggravations successives prudentes — afin de bien donner à l'assaillant le temps de la salutaire réflexion qui doit l'amener à traiter — n'aura pas atteint son terme qui déjà le territoire ouest-européen sera totalement submergé. Même peut-être si la France a risqué l'emploi de ses forces nucléaires, pourtant capables de causer en Russie des dommages considérables.

Si bien que, faute d'avoir été vraiment défendue, notre chère Europe — atlantique et neutre — n'aura plus que la ressource d'attendre sa libération par les Etats-Unis, aidés par une résistance intérieure généralisée.

En effet, les 12 divisions allemandes — équivalent de celles que la Suisse met sur pied en 48 heures, — les quelque 7 divisions françaises et les autres grandes unités alliées sont, en réalité peu de chose pour arrêter une invasion en force venant de l'Est. A moins de déclencher d'emblée cette catastrophe de l'arme apocalyptique que précisément l'on voudrait éviter.

Certes, il faut savoir gré à la France d'avoir mis sur pied une force nucléaire qui ne mérite plus les réserves que l'on pouvait formuler initialement à son égard. Car elle s'est singulièrement renforcée et l'on n'entend plus ces sarcasmes qui s'adressaient naguère à la « bombette » du général de Gaulle. C'est que les bombes des 34 « Mirage », les missiles des 18 sites de lancement de Haute-Provence, les 32 des deux sous-marins nucléaires représentent, pour un potentiel agresseur, une menace certaine, qui devrait le faire hésiter. Mais, encore une fois, la guerre est un phénomène largement irrationnel.

Dans ces conditions, il faut être prêt, notamment sur le plan des armées classiques, d'ailleurs, à les renforcer par des moyens atomiques dits « tactiques ».

A vrai dire, l'alerte d'août 1968 a quelque peu troublé nos belles âmes d'Europe occidentale, longtemps candidement confiantes dans la coexistence. Et les divers pays atlantiques ont stoppé les réductions ou suppressions d'unités amorcées. Divers budgets militaires ont été accrus. Et, au cours d'une réunion de mai 1972 de l'Euro-groupe — qui rassemble les puissances atlantiques d'Europe à l'exclusion de la France, du Portugal et de l'Islande — les assistants ont enregistré avec satisfaction la contribution accrue de leurs pays à l'effort commun. Et c'est à ce prix que le président Nixon a pu promettre le maintien de la 7 Armée US sur le front de l'OTAN, en dépit d'une certaine opinion américaine exigeant le retrait de ces forces.

En France, une double orientation est à signaler. D'abord, un incontestable rapprochement de l'OTAN, une participation constante aux exercices atlantiques, une collaboration à diverses « agences » intégrées, une coordination des plans avec ceux des grands commandements du

front, facilitée d'ailleurs par des officiers de liaison français assez nombreux, en particulier auprès du SHAPE.

En outre, le budget militaire du pays semble devoir être sensiblement augmenté pour les années à venir.

En réalité, fixé à 5 % du PNB en 1967, il était tombé à 3,1 % en 1971. Pour 1973, il est remonté à près de 4%, et des plans à long terme, au bénéfice des trois armées classiques — longtemps sacrifiées aux forces stratégiques nucléaires — ont été annoncés, ainsi d'ailleurs qu'une augmentation de portée (400 km.) pour les engins mer-sol pour 1976, l'étude d'une tête nucléaire multiple, l'attribution imminente d'engins atomiques tactiques aux forces terrestres et à l'aviation non stratégique.

Bref, la France, qui avait fait une sorte d'impasse prolongée sur ses crédits militaires, semble vouloir faire un effort dans ce domaine. Mais les économies opérées sur les dépenses de la défense ces dernières années représentent un total assez proche du montant d'un budget annuel militaire normal.

Dans ces conditions un « rattrapage » va-t-il avoir lieu? Il serait hautement souhaitable.

La Grande-Bretagne, pour sa part, a maintenu, ces années dernières, un budget militaire de l'ordre de 5% de son PNB. Et lord Carrington, l'actuel ministre de la Défense, propose de le porter à 5,5%, mesure à adopter, pense-t-il, par l'ensemble des alliés atlantiques européens. Il suggère en outre un rapprochement franco-britannique pour une mise en commun des moyens nucléaires des deux pays.

Une telle mesure sera facilitée par la définition d'une politique d'ensemble de la Communauté des Neuf. Elle aurait l'avantage, en outre, de faciliter un front uni lors de la conférence sur la sécurité européenne. Elle permettrait aussi à l'« Union » de se présenter en posture favorable aux entretiens MBFR, pour une réduction « mutuelle et équilibrée » des forces de part et d'autre du rideau de fer.

A vrai dire, bien des incertitudes subsistent dans les forces occidentales. L'Allemagne fédérale — qui ne consacre guère que 3% environ de son PNB à son effort militaire — s'interroge sur la forme future de sa Bundeswehr, et les experts discutent la question de l'effectif de ses brigades de demain, les unes devant être complètes et capables d'une intervention immédiate efficace, les autres étant réduites à l'état d'unités cadres, très critiquées par certains spécialistes. Au Danemark et en

Norvège, des « réformes » envisagées ont fait naître des doutes sur la valeur combative des armées en cause.

En somme, si une « certaine Europe » communautaire existe vraiment sur le plan économique, si le front politique commun s'élabore actuellement, les efforts de la défense des pays à la fois atlantiques et communautaires doivent être intensifiés et coordonnés. Car, en dernière analyse, la sauvegarde militaire du continent doit être le résultat d'un long effort national et européen.

Mais une certaine intégration euraméricaine s'impose également, tant vis-à-vis de l'Union soviétique dès aujourd'hui que, demain, face à cette immense Asie, déjà devenue en quelque sorte le centre politique du moment et où, bientôt, un potentiel bloc de 800 millions de Chinois et de 100 millions de Japonais justifierait même une ultérieure association entre les trois autres Grands de la future pentarchie.

A vrai dire, les différentes idéologies, devant un danger commun, comptent très peu. Et d'ailleurs le grand savant Sakharov n'a-t-il pas proclamé que les deux régimes — le capitaliste comme le communiste — devaient se réformer, sous peine d'aller à la ruine? Que de leur rapprochement, par contre, naîtra éventuellement une société meilleure, plus humaine?

C'est bien de cela qu'il s'agit, en dernière analyse, pour tous nos peuples d'Europe — engagés ou neutres — qui, a un tournant incontestable de l'histoire, s'interrogent sur leur destin...

Colonel Fernand-Thiébaut SCHNEIDER